

## DECLARATION D'INTERET

### Engagement du Ministère de l'Education Nationale de Madagascar

Le Gouvernement de Madagascar s'engage à renverser la tendance de forte dégradation des principaux indicateurs de scolarisation qu'a connue Madagascar durant la profonde crise politique et socio-économique qui a frappé le pays depuis 2009, laquelle a largement affecté les finances publiques de l'Etat ainsi que les revenus des ménages, qui en plus ont été obligés de combler le déficit dans le fonctionnement des écoles. La majorité du peuple de Madagascar vit actuellement en situation de grande pauvreté et beaucoup trop d'enfants ne jouissent pas pleinement de leur droit fondamental à bénéficier d'une éducation de base qui soit accessible et de qualité.

A ce titre, nous entendons redresser le système éducatif et renouer avec les objectifs d'Education Pour Tous et de scolarisation universelle à court et moyen termes. Actuellement, nous venons de lancer une campagne nationale d'insertion et de réinsertion des enfants en dehors du système. Différentes mesures sont prises pour alléger les charges de scolarisation des ménages, telles la subvention des enseignants non fonctionnaires, la dotation de subvention aux écoles pour leur fonctionnement et la dotation de kits scolaires à tous les élèves du primaire. Les enseignants non fonctionnaires seront formés afin de les doter d'un bagage pédagogique minimal, les conditions d'apprentissage seront améliorées par la reconstruction des salles en mauvais état, la dotation aux écoles des conditions sanitaires minimales. Et enfin, de nouveaux programmes et nouvelles approches pédagogiques intégrant les TICs seront expérimentés pour améliorer l'apprentissage des élèves.

Cette année, respectivement 20,7% et 25,9% des dépenses publiques intérieures sont allouées aux sous-secteurs Préscolaire, Primaire et Secondaire Général et à l'ensemble du secteur éducatif (y compris Enseignement Supérieur et Enseignement Technique et Formation Professionnelle). **Le gouvernement malgache est prêt à garder au moins ces proportions durant les années à venir.** Les dépenses allouées au Primaire quant à elles représentent respectivement environ 64% et 51% du budget du MEN et de celui de l'ensemble du secteur éducatif. **Nous nous engageons à lui accorder au minimum 45% pour les années à venir.** Notre objectif est de pouvoir garantir, avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers, un cycle d'enseignement primaire obligatoire de 5 ans et gratuit pour tous.

Nous entendons également participer au mouvement global de renforcement de la qualité des enseignements et apprentissages, et de révolution des données, notamment par : l'adoption d'un référentiel de compétences des enseignants du primaire dès cette année, l'institution d'un système performant de planification, de suivi et évaluation, reposant sur des normes de carte scolaire, sur la production accélérée des annuaires statistiques, et sur un nouveau dispositif d'évaluation des apprentissages. Ces dispositions obtiendront une place centrale dans l'élaboration du futur Plan Sectoriel que nous nous apprêtons à formuler d'ici la fin de 2015.

Enfin, le Gouvernement Malgache a désigné Monsieur RAZAFINDRAVONONA Jean, Ministre des Finances et du Budget comme point de contact qui sera chargé d'assurer le suivi de la question et de répondre à toute demande concernant les contributions. [Adresse e-mail.....]:  
Tel:(+261)32 07 405 41]

(A envoyer à Rob Doble : [rdoble@globalpartnership.org](mailto:rdoble@globalpartnership.org))

